

Les impositions municipales, de 1943 à 1946, accusent une hausse régulière mais faible. Si la plupart des provinces accusent une augmentation, cela n'indique pas nécessairement un fardeau accru pour le contribuable dans chaque cas. C'est plutôt le résultat, en partie du moins, de l'augmentation de la valeur imposée. En Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, l'augmentation est due en grande partie à l'établissement des "circonscriptions scolaires plus grandes", mentionnées précédemment, en vertu duquel certaines municipalités imposent maintenant des taxes antérieurement imposées par les commissions scolaires rurales. Les perceptions restent élevées comparativement à l'imposition totale. En retour, il en est résulté ces dernières années une réduction sensible du montant des taxes encore impayées, bien que ce montant soit encore relativement élevé dans la plupart des provinces. La situation des différentes classes de municipalités varie naturellement beaucoup. Ont été mentionnés auparavant les districts d'amélioration de la Saskatchewan et de l'Alberta qui, sans être des municipalités, sont néanmoins maintenus par le gouvernement provincial plus ou moins comme régions se suffisant à elles-mêmes et sur la même base. Le chiffre des taxes de ces districts ne figure pas au tableau 38, mais vu leur importance spéciale sous le rapport de l'organisation municipale de ces provinces et comme ils peuvent plus tard devenir des municipalités ou parties de municipalités existantes, les renseignements correspondants, à ce sujet, paraissent au tableau 39.

39.—Taxation des districts d'amélioration de Saskatchewan et d'Alberta, 1943-1946

Province et année	Imposition	Perceptions courantes et en souffrance		Taxes à recevoir (courantes et en souffrance)	Propriétés acquises pour taxes	Taxes totales à recevoir et propriétés acquises pour taxes	
		Total	% d'imposition			Total	% d'imposition
Saskatchewan—¹	\$	\$		\$	\$	\$	
1943.....	641,380	807,927	126.0	1,554,204	185,338	1,739,542	271.2
1944.....	613,981	787,801	128.3	1,279,027	²	1,279,027	208.3
1945.....	511,947	537,908	105.1	1,137,871	224,829	1,362,700	266.2
1946.....	686,023	716,446	104.4	1,202,423	233,457	1,435,880	209.3
Alberta—							
1943 ³	1,966,296	2,284,376	116.2	4,553,510	⁴	4,553,510	231.6
1944.....	1,383,922	1,732,895	125.2	3,790,050	⁴	3,790,050	273.9
1945.....	1,524,539	1,611,255	105.7	3,891,080	⁴	3,891,080	255.2
1946.....	1,944,378	2,314,184	119.0	3,408,445	⁴	3,408,445	175.3
Totaux—							
1943.....	2,607,676	3,092,303	118.6	6,107,714	185,338	6,293,052	241.3
1944.....	1,997,903	2,520,696	126.2	5,069,077	⁴	5,069,077	253.7
1945.....	2,036,486	2,149,163	105.5	5,028,951	224,829	5,253,780	258.0
1946.....	2,630,401	3,030,630	115.2	4,610,868	233,457	4,844,325	184.2

¹ Comprend les taxes du revenu public (provinciales) au montant de \$59,786 (1943), \$56,998 (1944), \$54,459 (1945) et \$53,558 (1946) ² Inconnu ³ Comprend les taxes des services sociaux, de l'éducation et des terres sauvages (provinciales) de \$184,336. ⁴ Non signalées séparément.

Sous-section 4.— Dette municipale

L'essor rapide des municipalités canadiennes, ajouté aux demandes et aux responsabilités plus grandes en fait d'améliorations, d'écoles et de services publics de toutes sortes, a entraîné un lourd fardeau de dettes. Les emprunts au moyen d'obligations ont augmenté rapidement pendant la période de 1900-1912 et de nouveau durant la décennie de 1920 et au début de celle de 1930. Depuis 1933, toutefois, ils tendent à diminuer.